

L'étrange dépliant de la fondation Profa

écrit par Raphaël Pomey | 6 décembre 2022

Vous n'avez peut-être, voire sans doute, jamais entendu parler de la catégorie des personnes «genderqueer» ou de celles des «bigender». Pourtant, pour peu que vous ayez chez vous des enfants en âge (dès 6-7 ans) de suivre des cours d'éducation sexuelle au sein de l'école publique vaudoise, ces deux notions figurent dans un document récemment reçu à la maison. Pour ceux qui ne seraient pas au courant des derniers développements de la doctrine, voici ce qu'elles signifient. La première catégorie représente les personnes dont l'identité de genre sort du «schéma binaire homme/femme», explique la fondation PROFA. Quant à la seconde, elle représente les individus dont l'identité de genre «correspond à deux genres concomitants ou alternants». Les logos de ces deux nouvelles classes figurent sur la première page du dépliant, sous la forme d'un astérisque accolé à un cercle, ou d'une juxtaposition, sur ce même cercle, des symboles de la masculinité ainsi que du beau sexe.

Une information objective

Dans son dépliant, mis à disposition depuis mars, la fondation PROFA explique qu'elle dispense aux 40'000 élèves du canton de Vaud «une information objective, scientifiquement correcte, sur tous les aspects de la sexualité.» Cette dernière intervient «en complément à l'éducation donnée par les parents dans le domaine affectif et sexuel». Une ligne réaffirmée dans les réponses aux interrogations du Peuple: «Notre service a pour mission d'apporter aux élèves des messages d'information et de prévention, au plus près de leurs besoins, adaptés à leur âge, leur développement, et de communiquer des informations appropriées en regard des recherches actuelles, de la littérature scientifique, et basées sur les droits

sexuels.» Pour expliquer l'introduction de catégories jusqu'ici peu habituelles, comme les personnes aux «genres concomitants» par exemple, PROFA invoque les besoins de la prévention: «En Suisse aussi, les personnes issues de la diversité LGBT font l'objet de discrimination, de stigmatisation et de violence. Il est important que ces jeunes, parfois en train de découvrir leur orientation sexuelle et affective / leur identité de genre, puissent renforcer leur estime de soi et recevoir des informations fiables», nous répond-on par écrit. Et de fait, confirme la fondation, la diversité de genre sera donc effectivement abordée avec les élèves «en tenant compte de leur âge et de leur développement.»

«Didactiquement parlant, si l'on voulait fabriquer du trouble, on ne s'y prendrait pas autrement.»

Un cadre de l'école vaudoise

Cette volonté d'aller au plus profond de la diversité ne séduit guère un cadre de l'école vaudoise: «Je suis surpris de la manière parfois prosélyte dont certaines associations, cautionnées par des services étatiques, viennent introduire des notions de doute chez les enfants concernant des questions qui ne leur viendraient même pas à l'esprit, pour la plupart», fulmine-t-il. Et d'ajouter: «Ces intervenants, externes au monde de la pédagogie enseignante, sont souvent bien plus que de simples «spécialistes»: certains adoptent parfois une posture militante dont le fond du message consiste à dire aux écoliers que s'ils se questionnent au sujet de leur identité de genre, c'est qu'ils appartiennent déjà à quelque minorité sexuelle. Didactiquement parlant, si l'on voulait fabriquer du trouble, on ne s'y prendrait pas autrement et je doute que ce soit dans l'intérêt du développement des enfants.»

Pour ce responsable d'institution de formation, l'école vaudoise reste lourdement marquée par le passage à sa tête de certaines personnalités politiques et de leur idéologie: «Suivant les courants, tel cadre politique, avec plus ou moins d'autoritarisme, souhaite se montrer avant-gardiste en surfant sur les courants sociaux du moment. Ainsi, dans une intention initiale louable de lutter contre le harcèlement, nous avons vu différents «experts» arriver dans le panorama de l'instruction publique. En y regardant de plus près, on se rend compte que ces personnes sont bien souvent des promoteurs et militants de la diversité des genres.» Dans un contexte de changement récent de ministre de tutelle, de la socialiste Cesla Amarelle au PLR Frédéric Borloz, notre interlocuteur relève des fluctuations dans la force de ces tendances. «Reste que sur le terrain, nous sommes ballottés de quinquennat en quinquennat à propos de réalités qui, paradoxalement, font partie des invariants de la nature humaine.»



FONDATION
PROFA

INFORMER, SENSIBILISER ET PRÉVENIR

ÉDUCATION SEXUELLE

WWW.PROFA.CH/ES

Symboles «genderqueer», à gauche du ballon de basket, ou «bigender», en haut à droite, apportent une coloration très particulière à ce dépliant destiné aux parents d'élèves de 6 à 15 ans. La notion de «respect de soi, des autres, des différences et des limites» intervient dès l'âge de 9-10 ans d'après les explications de la page 2 (à droite). A relever que les différentes notions, telles que les genres ressentis, non binaires et autres, s'inscrivent dans une volonté de présenter une «information objective» et «scientifiquement correcte». Une question qui ne manquera pas de souligner la possible contradiction entre cours de biologie et catéchisme progressiste.

Profa

Le canton se défend

N'est-on pas en train d'aller trop loin, comme le craint ce pédagogue? Nous avons posé la question au Département de l'enseignement et de la formation professionnelle, qui a validé le dépliant. Ce dernier commence par nous rappeler le cadre suivant: le service d'éducation sexuelle de la fondation PROFA dispense les cours d'éducation sexuelle auprès des élèves de la scolarité obligatoire du canton de Vaud, sur mandat du Canton, sous l'égide de l'Unité de promotion de la santé et de prévention en milieu scolaire. L'éducation sexuelle fait partie des politiques publiques de santé et d'éducation. «Sur la présence des pictogrammes que vous pointez, nous pouvons ajouter qu'ils contribuent à des objectifs de prévention qui sont dans la Loi sur l'enseignement obligatoire du 7 juin 2011 et plus précisément son Règlement d'application», explique son responsable de la communication, Julien Schekter. Il cite à l'appui deux articles. Le premier dispose que «le département soutient, par l'information et la communication, des actions visant à réduire les inégalités, notamment celles liées à l'origine sociale ou ethnique des élèves ou à leur orientation sexuelle». Quant au second, il exige que «les élèves développent une attitude constructive et respectueuse

d'autrui. Ils s'abstiennent de tout acte de violence physique, verbale, psychologique ou à caractère raciste, sexiste ou homophobe, de même que de tout propos méprisant se rapportant à l'apparence physique ou à l'appartenance sociale, religieuse ou ethnique des autres élèves, des adultes qui les entourent, ou de toute autre personne». Une attitude qu'il faudra donc désormais ajuster au ressenti des personnes qui s'identifient à des réalités parfois peu claires. «Nous pouvons par ailleurs vous indiquer que PROFA remplit son mandat à l'entière satisfaction des autorités cantonales et ce depuis de nombreuses années», conclut Julien Schekter.

Pas certain que ces explications suffisent à apaiser le cadre que nous avons pu contacter à condition de protéger scrupuleusement son anonymat: «Aujourd'hui, comme pédagogue, je me retrouve devant une situation ubuesque: je dois m'assurer de préparer la jeunesse à se sentir appartenir à une société de demain de manière harmonieuse et cohérente et je dois faire cela en promouvant un état d'esprit général qui dit que la plupart des fondements de ce qui nous permet de «faire société» est variable, flou, fluide, relatif. On peut, dit-on aux enfants, devenir tout ce que l'on veut car le sentiment individuel prévaut sur la réalité objective. Comment les aider à se construire dans un tel contexte? Et comment les aider à construire la «maison commune de demain» quand on encourage et valide, dans les faits, la subjectivité de chacun et de tous. J'ai crainte que cela ne soit que le début d'une grande fragmentation de la société.»

**Des ados initiés au gode-ceinture:
quand une brochure suisse suscite la colère
des parlementaires**



Si la brochure de PROFA peut surprendre en introduisant des catégories de «genres» nouvelles auprès des petits Vaudois, une autre fait carrément l'objet d'une dénonciation pénale en raison de son caractère incitativ. Il s'agit de la brochure **Hey You**, destinée aux écoliers suisses dès douze ans. Réalisée par Santé Sexuelle Suisse – avec le soutien de l'Office fédéral de la santé publique –, cette dernière aborde des thèmes comme l'anulingus, la bonne utilisation des plugs ou des sex toys en général. A l'origine de la plainte contre ce document, l'association Initiative de protection. Le conseiller national PDC Benjamin Roduit est membre de son comité. Pour lui, un même état d'esprit anime les concepteurs de ces différents documents: «La stratégie de ces personnes consiste à dire aux écoliers qu'il est normal de sortir de la norme, mais aussi et surtout qu'ils devraient essayer. Il n'y a même pas besoin d'argumenter quinze ans: nous devons simplement refuser que ces gens, qui nient la distinction entre les sexes, ne touchent à nos enfants.»